



Ensemble, les syndicats de la DGFIP quittent le GT de «prétendue clôture» sur le SIP et exigent des réponses favorables du Directeur général à leurs revendications

Déclaration liminaire de l'Union SNUI-SUD Trésor

« Monsieur le Directeur général,

Depuis l'annonce, en octobre 2007, de la fusion globale de la DGI et de la DGCP, et bien qu'opposée à celle-ci, l'Union SNUI-SUD Trésor s'est toujours efforcée, dans la durée, d'aborder les rencontres dont vous avez fixé la date et le rythme, dans un esprit constructif et pour y porter les revendications des personnels.

Nous avons, après la diffusion de votre circulaire du 24 juin 2008 sur l'organisation du guichet fiscal unique, demandé et obtenu la tenue de réunions techniques, notamment sur l'organisation future de ce GFU et des SIP, démontrant ainsi notre détermination à donner du contenu et du sens au dialogue social.

Nous n'avons eu également de cesse, durant cette période, de réclamer un desserrement du calendrier de déploiement des SIP ainsi que de pouvoir procéder à un examen exhaustif et global de la réforme et de ses conséquences pour les personnels, tant du point de vue de l'exercice des missions que de l'évolution des structures et des règles de gestion des agents.

Depuis quelques semaines, le dialogue social s'est largement dégradé tant dans sa forme que dans son contenu.

Cette dégradation s'est plus particulièrement manifestée par une multiplication inconsidérée du nombre de réunions (parfois deux par jour) et l'envoi tardif des documents de travail incomplets et au contenu plus que limité, en tout cas pour pouvoir engager un vrai dialogue, voire une négociation sur la manière dont la réforme devait se décliner sur l'ensemble du territoire.

Nous avons, le 17 novembre dernier, fait état de notre irritation face à un tel comportement, sans qu'à l'évidence vous ne preniez en compte nos demandes, nos attentes et nos revendications.

Votre attitude en la matière démontre, à notre sens, votre absence de volonté réelle de créer les conditions et les espaces du dialogue « dense et constructif » annoncé par le Ministre et par vous-même.

C'est pour ces raisons qu'hier, dans le cadre de la deuxième réunion de travail sur le SIP présidée par Mme GAUTHIER et à l'issue de la lecture des déclarations liminaires largement convergentes de toutes les organisations syndicales, l'Union SNUI-SUD Trésor a décidé, avec l'ensemble des syndicats présents, de ne pas continuer à participer aux débats.

Au bout de nos brefs échanges avec Mme GAUTHIER, nous avons porté six exigences :

- Trouver les voies d'un débat, dans le cadre directionnel de la DGFIP, sur le niveau des emplois et des effectifs et ses conséquences. Cette question est centrale tant elle conditionne le bon exercice des missions et l'amélioration des conditions de vie au travail des personnels que vous revendiquez comme un axe central de la réforme.*
- L'établissement d'un bilan contradictoire sur les SIP de préfiguration.*

- *La communication d'une synthèse de vos propositions, incluant les éléments que vous avez retenu de nos propositions, sur tous les sujets que vous avez mis à l'ordre du jour des réunions sur les SIP.*
- *Créer les conditions et les espaces nécessaires à un dialogue social de qualité permettant de faire en sorte que la réforme « historique » que vous mettez en place ne soit pas synonyme d'une dégradation voire d'un abandon des missions de la DGFIP, de la remise en cause de son réseau, d'une détérioration des conditions de vie au travail des personnels.*
- *Desserrer le calendrier de mise en place des SIP qui ne peut en aucun cas débuter dès le premier janvier 2009. Elle ne saurait intervenir dans le calendrier imposé sans qu'un bilan contradictoire des préfigurations ne soit dressé. Ainsi les CTPD/L et les CAP locales liés à la mise en place des SIP doivent être suspendus tant que l'ensemble des groupes de travail nationaux sur le dossier SIP ne sont pas terminés.*
- *Que la réunion de ce jour ne soit pas, comme vous nous l'aviez annoncé initialement, conclusive du cycle sur les SIP.*

Sur ce dernier point et par l'intermédiaire de Mme GAUTHIER, vous avez indiqué hier, « qu'il s'agissait d'un point d'étape important du dialogue social qui devait permettre l'examen du calendrier de déploiement des SIP ainsi que les modalités de désignation des futurs numéros un des SIP ». Vous comprenez bien, qu'au regard des exigences que nous posons et quelles que soient les réponses que vous voudrez bien y apporter, nous ne pouvons dans le laps de temps de la présente réunion entamer les débats sur ces deux points.

Mais puisque vous avez affirmé que notre rencontre d'aujourd'hui n'était pas conclusive, que nous continuerions après celle-ci nos échanges sur les SIP, leurs organisations et leurs déploiements, vous pouvez d'ores et déjà mettre vos actes en adéquation avec vos propos et vos engagements en acceptant de différer la mise en place des SIP, de manière à pouvoir créer les conditions d'un vrai dialogue social.

Bien entendu, l'Union SNUI-SUD Trésor conditionne sa participation à la suite des débats d'aujourd'hui aux réponses que vous allez nous apporter.»

Tous les syndicats se sont exprimés de façon convergente.

Devant le refus du directeur général de répondre favorablement aux revendications, tous les syndicats ont interrompu le groupe de travail et se sont réunis.

A la reprise, une déclaration commune de l'ensemble des organisations syndicales a dénoncé les réponses insuffisantes du directeur général.

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor, le directeur général doit réellement desserrer le calendrier pour construire un vrai dialogue social national et local, et reporter toute mise en place de SIP après le premier semestre 2009.

Les sept organisations syndicales ont donc quitté ensemble la réunion et attendent du directeur général des décisions rapides et positives sur ces revendications.